

Naplouse : nouveau bain de sang en Cisjordanie, soutien et protection pour le peuple palestinien



Au moins onze morts (de 16 à 72 ans) et 102 blessés, dont sept graves, 250 personnes asphyxiées, c'est le terrible bilan d'une nouvelle attaque des forces militaires de l'occupation israélienne dans la ville palestinienne de Naplouse. Un assaut qui a duré plus de trois heures : des dizaines de blindés ont pénétrés dans la ville, des bataillons se sont répandus dans la vieille ville tirant à vue sans distinction, une maison a été la cible de missiles, des commerces et des écoles ont été touchés par des tirs de grenades lacrymogènes et les habitant·es violemment pris à partie. La ville a été noyée pendant des heures sous un nuage de gaz lacrymogènes. Il s'agit de l'attaque israélienne la plus meurtrière depuis 2005.

Les jeunes qui ont riposté à coup de pierres à cette nouvelle agression de leur ville et de sa population ont été ciblés par des tirs à balles réelles. Certains ont été abattus de sang-froid alors qu'ils essayaient d'échapper aux soldats israéliens qui, comme à leur habitude, ont également empêché les secours de venir en aide aux blessé·es.

Ce que Israël présente comme une « opération antiterroriste » avec l'objectif d'éliminer purement et simplement des jeunes combattants qui résistent les armes à la main à l'occupation, s'est une fois de plus traduit par une attaque d'ampleur contre une ville entière et sa population. Une volonté préméditée de les terroriser par une démonstration de force autant criminelle que vaine.

Criminelle parce qu'une fois de plus il s'agit d'une punition collective, d'exécutions extrajudiciaires qui s'attaquent à toute la population y compris les enfants et les

personnes âgées. Vaine, parce qu'une telle violence coloniale provoque légitimement chaque jour de nouvelles velléités de résistance, y compris armée, parmi une jeunesse qui n'a plus rien à perdre et ne supporte plus les humiliations et la répression.

Cette attaque s'inscrit dans un processus de répression qui vise toute la population palestinienne du Territoire palestinien occupé et notamment Jérusalem-Est dont les quartiers palestiniens vivent actuellement en état de siège. Israël a déclaré la guerre à la jeunesse palestinienne, à Jérusalem, à Naplouse, dans les camps de réfugiés...

C'est la société palestinienne toute entière qui est visée par le gouvernement israélien d'extrême-droite de Benjamin Netanyahu. Un gouvernement qui connaît une crise politique profonde et qui pour affirmer sa force, laisse libre cours à ses composantes les plus extrémistes dans la répression contre le peuple palestinien.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, ce sont aujourd'hui 61 palestinien·nes qui ont été assassiné·es par l'armée d'occupation ou par des groupes de colons. La colonisation de peuplement est bien un crime de guerre qui s'applique quotidiennement contre les Palestinien·nes sans qu'aucune mesure ne soit prise par la communauté internationale pour que cela cesse.

Ce terrorisme d'État doit être stoppé par une condamnation unanime des instances internationales avec autre chose que de simples déclarations de « regrets » ou de « consternation ». La suspension immédiate des aides financières et militaires dont bénéficie l'État criminel d'Israël de la part des États-Unis et de l'Union européenne doit s'imposer à tous. La protection du peuple palestinien sous occupation militaire, doit être garantie de toute urgence.

La communauté internationale doit agir et se décider enfin à sanctionner les crimes de ce régime de colonisation et d'apartheid, comme elle est capable de le faire contre la Russie. Avec toutes les associations de solidarité, les partis, les syndicats progressistes et toutes les personnes pour qui les droits humains ont une valeur, nous poursuivrons notre mobilisation pour exiger des États européens, dont la France, qu'ils agissent enfin et sanctionnent ce régime criminel.

Le Bureau national de l'AFPS le 23 février 2023